

Francophonie canadienne

# Ottawa sera-t-elle bilingue pour 2017 ?

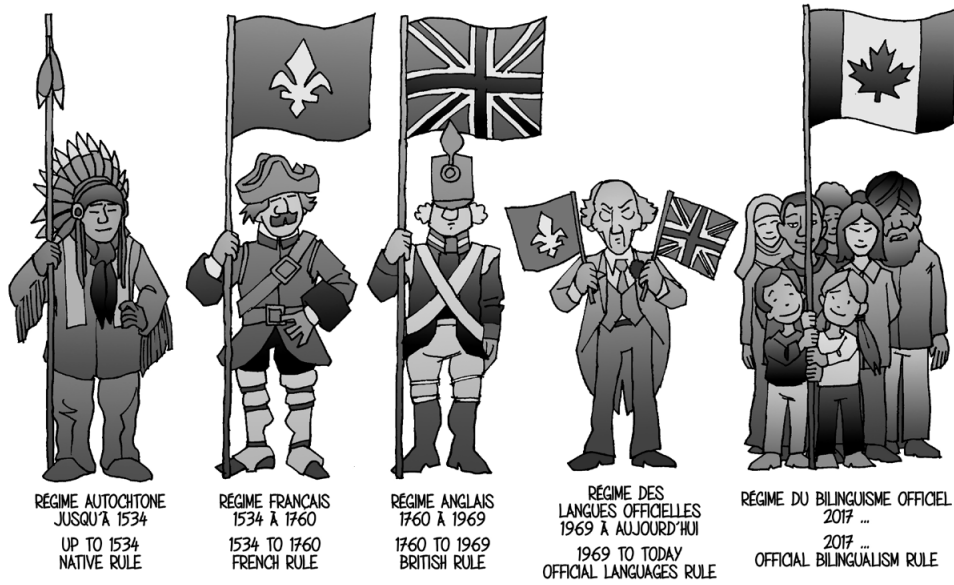
2017 est à nos portes. Le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération canadienne se fait d'ores et déjà sentir, et un vieux projet qui n'avait jamais vraiment été rangé revient dans l'actualité, faisant écho d'un bout à l'autre du pays : celui d'une capitale fédérale officiellement bilingue.

« Nous voulons dans la capitale une politique du bilinguisme qui reflète la composition du pays », résume Jacques de Courville Nicol, un des membres fondateurs du Mouvement pour une capitale du Canada officiellement bilingue (MCCOB), lancé en mai dernier. Derrière le mouvement se trouvent aussi la politologue Linda Cardinal et Me Gérard Lévesque, un avocat franco-albertain bien connu, entre autres, des lecteurs assidus du Franco.

Pour eux, le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération canadienne est l'occasion toute désignée pour montrer la bonne volonté du maire d'Ottawa et des gouvernements provincial et fédéral dans le dossier des langues officielles, et le groupe espère que d'ici juillet 2017, Ottawa sera officiellement bilingue.

« Le Mouvement pour une capitale du Canada officiellement bilingue a été développé pour donner suite à l'évolution du dossier du bilinguisme officiel commencé en 1960. [...] Nous voulons que le français et l'anglais aient un statut égal dans la capitale du Canada et soient utilisés totalement, en tout temps, dans toutes les activités, insiste M. de Courville Nicol. C'est une demande légitime qui appuiera l'existence des francophones partout au pays. »

« C'est important que la capitale d'un pays bilingue soit bilingue aussi, et puisse par la suite servir d'exemple aux autres provinces, ajoute Me Gérard Lévesque. En Alberta, il y a de plus en plus de municipalités qui s'éveillent à la nécessité d'offrir des services en français. Le réseau Concerto [du Conseil de développement économique de l'Alberta] est un exemple qui prouve que les villes sont intéressées, qu'elles ont la volonté d'agir



Jacques de Courville Nicol

pour développer le bilinguisme. Mais s'ils n'ont pas l'exemple de la capitale, nous nous perdrons toujours dans des batailles de mots. »

Rappelons que le 9 septembre 1969, la Loi sur les langues officielles donnait un statut égal au français et à l'anglais au gouvernement fédéral, en faisant des deux langues officielles du pays et devenant la pierre angulaire du bilinguisme canadien. Ce n'est pourtant qu'en août 2002 que Moncton devint la toute première ville canadienne à être déclarée officiellement bilingue.

Le « bilinguisme "officiel", cela signifierait que "l'anglais et le français aient un statut d'égalité totale, et que l'ensemble des services dispensés au public soit partout accessible dans les deux langues", tel que recommandé dans le livre V du rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, publié en 1970

Le maire d'Ottawa,

Jim Watson, qui se montre pourtant toujours sympathique à la cause francophone et qui est lui-même francophile, ne croit pas en la nécessité de changer la politique actuelle de bilinguisme dans la capitale. Selon lui, la politique fonctionne comme elle est appliquée actuellement, c'est-à-dire lorsque cela est « justifié », et il ne voit en l'appellation « officiellement bilingue » qu'un changement symbolique, bref... une perte de temps.

Jacques de Courville Nicol affirme que bien que l'état du bilinguisme ait évolué ces dernières années au niveau municipal (16 % du personnel à la ville d'Ottawa est francophone), la politique de bilinguisme est appliquée de façon inégale, les communications se font de plus en plus en anglais seulement, et

même certains commerces ne s'affichent qu'en anglais.

Un statut officiel garantirait les droits égaux des francophones et des anglophones ainsi que l'offre de services au même niveau dans les deux langues pour les années à venir : c'est-à-dire que la situation perdurerait, et survivrait, peu importe les nouveaux maires, les nouveaux ministres ou les nouveaux députés. « C'est un changement qui s'impose pour faire d'Ottawa une capitale dont tous les Canadiens seront fiers », souligne Jacques de Courville Nicol.

Et le Mouvement n'est pas le seul de cet avis : plusieurs groupes citoyens et associations ont signifié leur appui. La cause a aussi publiquement reçu l'appui du Parti libéral du Canada et du Nouveau Parti démocratique la semaine dernière. De plus, la ministre déléguée aux Affaires francophones, Madeleine Meilleur, a affirmé : « J'appuie profondément l'idée. »

« Comme le drapeau, la capitale de notre pays se veut un symbole de son histoire, de ses peuples fondateurs, et de ses deux langues officielles, clame M. de Courville Nicol. C'est un exercice fastidieux, long, décourageant des fois, mais on ne se décourage pas facilement, ça fait quand même 50 ans [qu'on milite]. » Il souligne au passage que les discussions avec le maire Watson continuent de se faire dans une ambiance amicale.

Mireille Maheu

La porte d'entrée dans la francophonie en Alberta.

EDMONTON  
108, 8627 rue Marie-Anne Gaboury (91<sup>e</sup> Rue) Edmonton, AB T6C 3N1 (780) 669-8004 info@lecae.ca

FORT MCMURRAY  
100, 312 Abasand Drive Fort McMurray, AB T9J 1B2 (780) 750-7779 kouame.a@lecae.ca

GRANDE PRAIRIE  
101- 9927 - 97 Avenue Grande Prairie, AB T8V 0N2 (780) 532-0027 info@gpcn.ca

ACCUEIL | ETABLISSEMENT | INTEGRATION

Financement agricole Canada  
Pour l'avenir de l'agroindustrie

## Résolument différent

**Faites carrière chez l'un des meilleurs employeurs au Canada**

**Compétences en financement et en administration recherchées**

Représentant ou représentante au service à la clientèle, Falher (anglais, numéro de dossier 147-14/15)

Vous appuierez une équipe de vente qui offre des produits financiers aux producteurs locaux. Vous établirez des relations avec les clients, aiderez à la préparation de documents de prêt et accomplirez des tâches administratives. Vous aimez l'agriculture, êtes méthodique, comprenez les exigences en matière de documentation comptable et juridique et connaissez les logiciels bureautiques courants. Vous êtes titulaire d'un certificat en administration et comptez au moins deux années d'expérience connexe (ou un agencement équivalent d'études et d'expérience). La date de clôture du concours est le 29 août 2014.

**Notre entreprise**  
Nous sommes une société d'État fédérale et le principal prêteur agricole au Canada. De par notre portefeuille de première qualité de plus de 26 milliards de dollars, notre passion pour l'industrie et notre réputation comme l'un des meilleurs employeurs canadiens, nous sommes à même de recruter des professionnels issus de l'agriculture, du milieu du crédit et de pratiquement n'importe quel autre domaine connexe. Nous offrons du financement, de l'assurance, des logiciels, des programmes d'apprentissage et d'autres services commerciaux aux producteurs, aux agroentrepreneurs et aux entreprises agroalimentaires à l'échelle du pays.

Cela ressemble-t-il à l'environnement de travail que vous recherchez? Visitez [fac.ca/carrieres](http://fac.ca/carrieres) pour poser votre candidature.

**Bienvenue à FAC.**

Employeurs de choix au Canada

[fac.ca/carrieres](http://fac.ca/carrieres)

Canada